

Référence Publication
Registre Actes Publiés P.M
N° 0212016
Le Chef de Police



Validité affichage : 26/04/2016.



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 128 - Période du 1^{er} Janvier au 31 Janvier 2016

DECISIONS

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4^{ème} alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,
VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (alinéa 4),

VU le projet d'organiser un dispositif prévisionnel de secours lors de la fête locale du 5 au 8 mai 2016.

VU le Budget Primitif de la Direction de la Culture, du Sport et de la Vie de la Cité,

DECIDE S/N°172/2015

ARTICLE 1

Il est conclu avec l'Unité Mobile de Secours 31, association de Sécurité Civile agréée par arrêté Préfectoral du 28/07/2010 pour les missions de sécurité civile de type D et le département 31, domiciliée à la BP 80022 – 31142 Saint- Alban Cedex et représentée par Mr Yoan JACQUET, une convention de dispositif de premiers secours lors de la fête locale de Saint-Orens du 5 au 8 mai 2016 pour un montant de 1 828.00 € T.T.C.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 18 décembre 2015,

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : **22.01.16**
Et après transmission en Préfecture :



Unité Mobile de Secours 31

Association de Sécurité civile

UMS 31 : SIREN : 534 229 356 SIRET : 534 229 356 00025 APE : 9499Z

www.ums31.com

Mail : president@ums31.org

tel : 06.62.10.60.16

Convention pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours

Fête Locale - convention n°2015-747

1. Association Prestataire

l'Unité Mobile de Secours de l' UMS 31

Adresse : BP 80022 31142 - ST ALBAN CEDEX

Téléphone : 0662106016

Courriel : president@ums31.org

Ci-après désignée : Association prestataire

Représenté par (Prénom, Nom) : Yoan JACQUET

Association ayant reçu notamment une autorisation d'exercice pour les missions de sécurité civile de type D (Copie de l'agrément de sécurité civile en annexe). L' UMS31 est une association de sécurité civile agréée au plan départemental par arrêté préfectoral.

2. Organisateur de l'évènement

Raison sociale de l'organisateur : Mairie de Saint Orens

Adresse : 46 Avenue de Gameville 31650 - saint orens de gameville

Téléphone : 0561148873

Courriel : bruno.villafane@mairie-saint-orens.fr

Ci-après désignée : l'organisateur

Représenté par (Prénom, Nom, Qualité) : Madame Dominique FAURE, Maire

3. Objet de la convention

3.1 Objet

La présente convention a pour but de fixer les modalités de fonctionnement entre :

l'Unité Mobile de Secours (UMS31), qui peut régulièrement exercer, les missions de Dispositifs prévisionnels de Secours.

et

Mairie de Saint Orens

pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours, ceci afin de bien clarifier le cadre juridique de la prestation de service assurée.

La mise en place du Dispositif Préventif de Secours concerne le public seulement.

UMS 31
BP 80022
31142 ST ALBAN CEDEX
06.62.10.60.16
president@ums31.org
www.ums31.com



Unité Mobile de Secours 31

Association de Sécurité civile

UMS 31 : SIREN : 534 229 356 SIRET : 534 229 356 00025 APE : 9499Z

www.ums31.com

Mail : president@ums31.org

tel : 06.62.10.60.16

3.2 Descriptif de l'évènement

Nom de l'évènement : Fête Locale

Date : Du 05-05-2016 au 08-05-2016

Lieu : 31 St Orens

Adresse précise : *Place et Avenue Jean Bellières - 31650 SAINT-ORENS*

3.3 Grille d'évaluation des risques

Cet évènement a fait l'objet par l'organisateur d'une évaluation des risques dont la grille figure en annexe de la présente convention.

3.4 Autorisations

L'organisateur reconnaît posséder toutes les autorisations nécessaires au déroulement de la dite manifestation et avoir souscrit une assurance responsabilité civile organisateur.

3.5 Responsabilités

Conformément aux textes réglementaires, l'organisateur est responsable de l'ensemble de l'organisation et des mesures prises en liaison avec l'autorité de police compétente (maire, préfet).

La mise en place d'un dispositif de secours ne peut avoir pour conséquence un transfert de responsabilité vers l'association prestataire.

4. Prestations fournies par le prestataire

4.1 Type du dispositif mis en place

Pour répondre à la demande écrite formulée par Mairie de Saint Orens, et au vu du résultat de la grille d'évaluation des risques renseignée en fonction des éléments d'évaluation fournis par l'organisateur et co-signée (voir annexes), l'Unité Mobile de Secours de l' UMS 31, conformément aux directives du Référentiel National relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours (RNDPS) – Ministère de l'intérieur – arrêté NOR : INTE0600910A du 7 novembre 2006, applicables en la matière et opposables aux parties à la convention, et des prescriptions de l'association prestataire, s'engage à mettre en place le Dispositif Prévisionnel de Secours suivant :

Dispositif Prévisionnel de Secours : Point alerte et premiers secours (max 2)

4.2 : Composition du dispositif

Nombre d'intervenant secouriste : 2

Véhicules de Premier Secours : 1

Autres véhicules : 0

UMS 31
BP 80022
31142 St Alban CEDEX
06.62.10.60.16
president@ums31.org
www.ums31.com



Unité Mobile de Secours 31

Association de Sécurité civile

UMS 31 : SIREN : 534 229 356 SIRET : 534 229 356 00025 APE : 9499Z

www.ums31.com

Mail : president@ums31.org

tel : 06.62.10.60.16

4.3 : Informations concernant le dispositif

4.3.1 : Les intervenants

- Les équipiers secouristes sont titulaires du Diplôme de premier Secours en équipe de niveau 2 (PSE2) ou du CFAPSE, validés dans leur aptitude opérationnelle conformément à la réglementation en vigueur et portés sur les listes d'aptitude opérationnelles.
- Les secouristes sont titulaires du Diplôme de premier Secours en équipe de niveau 1 (PSE1) ou de l'AFPCPSAM, validés dans leur aptitude opérationnelle et portés sur les listes d'aptitudes opérationnelles.
- Un membre de chaque équipe exerce les fonctions de chef d'équipe.
- En cas de besoin des Logisticiens Administratifs et Techniques (LAT) assurent les fonctions pour lesquelles ils ont compétence.
- En fonction de la taille du DPS, un ou des chef(s) de poste, chef(s) de section, chef(s) de secteur, chef de dispositifs, cadres opérationnels (est ou sont) désigné(s) par l'association prestataire.

4.3.2 : Moyens matériels

- Les différents lots de matériels mis à disposition sont conformes au RNDPS du 7 novembre 2006.
- Les Véhicules de Premiers Secours à Personnes (V.P.S.P), utilisés comme Postes de Secours Mobiles ou Fixes, sont dotés d'une cellule de soins adaptée et des matériels permettant d'assurer les premiers secours ainsi que le conditionnement d'une victime.

4.4 Missions

Les moyens mis en place par l'association prestataire sont destinés à assurer une présence préventive pendant la manifestation faisant l'objet de cette convention :

Points d'alertes et de premiers secours :

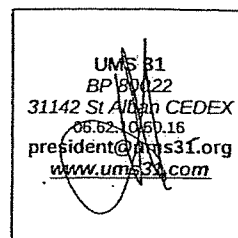
1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle, 2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection, 3° Alerter les secours publics, 4° Prodiger à la victime des gestes de premier secours réalisables à 2 intervenants, 5° Accueillir les secours et faciliter leur intervention.

Poste de secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle, 2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection, 3° Faire un bilan et porter les premiers secours nécessaire à une victime, 4° Prodiger des conseils adaptés à une victime qui pourrait partir par ses propres moyens, 5° Contribuer à la mise en place de la chaîne des secours allant de l'alerte jusqu'à la prise en charge de la victime par les pouvoirs publics, 6° Accueillir les secours et faciliter leur intervention

Une équipe de secours peut prendre en charge :

- Une seule victime atteinte d'une détresse vitale
- Un nombre de victimes sans gravités, équivalent à celui des intervenants qui la composent





Unité Mobile de Secours 31

Association de Sécurité civile

UMS 31 : SIREN : 534 229 356 SIRET : 534 229 356 00025 APE : 9499Z

www.ums31.com

Mail : president@ums31.org

tel : 06.62.10.60.16

4.5 Transport des victimes

Les Véhicules de Premiers Secours à Personnes (V.P.S.P) de l'association prestataire, conventionnée au titre de l'article 37 de la loi du 13 août 2004, peuvent, après accord du médecin régulateur du service d'aide médicale d'urgence et sous son autorité, participer en complément des secours publics, à l'acheminement des victimes vers une structure d'accueil, de soins ou un point relais.

4.6 Modalités opérationnelles

- Les intervenants sont revêtus de leur tenue officielle.
- Ils interviennent sous la direction de l'encadrement mis en place par l'UMS 31.
- L'association est représentée opérationnellement par Yoan JACQUET, qui est joignable au: 0662106016, qui a procédé à la désignation du chef d'équipe (ou chef de poste, ou chef de section).
- Le chef de poste prendra contact avec le bénéficiaire dès son arrivée sur site pour vérifier la concordance avec les clauses techniques de la convention, mettre en place le dispositif et déterminer les modalités opératoires liées à l'évènement.
- Les intervenants et véhicules sont dotés de moyens radio sur fréquence propres. Ces moyens peuvent constituer un réseau qui nécessite la mise en place de matériels spécifiques et la présence d'opérateurs radio.

5. Engagements de l'organisateur

5.1 Aspects logistique

5.1.1 Locaux, matériels, moyens de communication

Pas de moyens particuliers prévus.

5.1.2 Dispositif d'alerte des secours publics

L'organisateur s'engage à mettre à la disposition des équipes de secours, un moyen d'appel des secours publics.

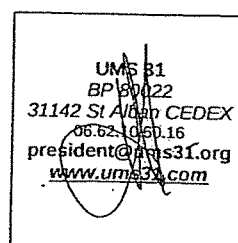
5.1.3 Conditions de vie

Les repas et les boissons des secouristes présents seront pris en charge par l'organisateur.

5.2 Modalités opérationnelles

5.2.1 Correspondant de l'organisateur

Gérard NICOLAS (0607126870) membre de l'organisateur, est désigné comme interlocuteur de l'association prestataire le jour de la manifestation.





Unité Mobile de Secours 31

Association de Sécurité civile

UMS 31 : SIREN : 534 229 356 SIRET : 534 229 356 00025 APE : 9499Z

www.ums31.com

Mail : president@ums31.org

tel : 06.62.10.60.16

5.2.2 Chaîne de commandement du DPS

Le commandement du dispositif sera assuré par l'association prestataire.

5.3 Modalités financières

5.3.1 Montant de la participation

L'intervention des secouristes demeure bénévole et l'action de l'association prestataire est à but non lucratif.

Toutefois, l'organisateur dédommage l'association des frais engendrés (déplacements, matériel, oxygène, produits pharmaceutiques...), estimés à 1828 euros.

5.3.2 Conditions de paiement

Cette somme sera réglée *par mandat administratif*

6. Engagement des deux parties

6.1 Durée de la convention

Cette convention est signée pour la durée de l'événement objet de la présente.

6.2 Condition de réalisation

L'engagement de l'association prestataire est lié :

- à l'acceptation de la présente convention par l'organisateur.
- à l'autorisation de l'événement par les pouvoirs publics.

7. Grille d'évaluation des risques

Cette grille remplie sous la responsabilité de l'organisateur figure en annexe de la présente convention

8. Clauses particulières

Les paiements doivent être effectués au comptant ou à 30 jours fin de mois pour les mairies. Au-delà une majoration de 12 % sera effectuée. En cas de dépassement horaire, un forfait de 200.00 €/heure et par équipe sera ajouté sur la facture. Toute heure commencée sera considérée comme due dans sa totalité. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € sera réclamée en cas de retard de paiement

L'organisateur s'engage à informer par courrier ou mail l'UMS 31, de l'annulation du DPS 7 jours avant la date, alors aucune compensation ne serait alors demandée par l'UMS 31. Dans le cas où le délai serait dépassé, la totalité du montant de la facture sera demandé. L'UMS 31 est habilitée à évacuer les victimes vers un milieu hospitalier.

UMS 31
BP 80022
31142 St Alban CEDEX
06.62.10.60.16
president@ums31.org
www.ums31.com



Unité Mobile de Secours 31

Association de Sécurité civile

UMS 31 : SIREN : 534 229 356 SIRET : 534 229 356 00025 APE : 9499Z

www.ums31.com

Mail : president@ums31.org

tel : 06.62.10.60.16

9. Litiges

En cas de litige pendant et après la manifestation, à défaut d'entente entre l'association prestataire et l'organisateur, le contentieux pourra faire l'objet de recours juridiques conformément aux procédures civiles en vigueur.

Convention établie en double exemplaires à : *SAINT-ORENS LE 18/12/15*

Pour Mairie de Saint Orens

(Cachet, nom et prénom, fonction du signataire)

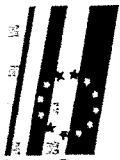
Madame le Maire
Dominique FAURE



Pour l'Unité Mobile de Secours de l' UMS 31,

Yoan JACQUET

UMS 31
BP 50022
31142 St Alban CEDEX
06.62.10.60.16
president@ums31.org
www.ums31.com



Haute-Garonne

Tel : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN

DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016001
Emplacement : N/2
Date Echéance : 6 janvier 2066

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. LOUIS Daniel** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 24 Rue De Beauséjour**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 2/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. LOUIS Daniel et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

à compter du 6 janvier 2016

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

~~**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.~~

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 12 janvier 2016.

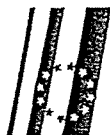
Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire

Mme Josiane LASSUS PIGAT

Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 15/01/2016
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
5ème alinéa
SALLE COMMUNE – RESIDENCE AGRANAT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

Vu la convention de mise à disposition à titre gratuit de la salle commune de la résidence Agranat sise 20, rue de Nazan – 31650 Saint-Orens de Gameville par Patrimoine SA Languedocienne à la commune de Saint-Orens en date du 15 juillet 2015.

Considérant qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la résidence Agranat.

DECIDE S/N° 003/2016

ARTICLE 1

Il est conclu une convention tripartite avec :

- l'association Unis Cités Midi-Pyrénées, sise 21 boulevard Ney – 75018 Paris, représentée par Mr Grégoire Husson, responsable de l'antenne régionale (22/24 rue Arnaud Bernard – 31000 Toulouse)
- et
- Patrimoine SA Languedocienne, sise 5, place de la Pergola – 31077 Toulouse Cedex 4, représentée par son Directeur Général Monsieur Pascal Barbottin

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 27 janvier 2016,

Par délégation du Conseil,

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
5ème alinéa
SALLE COMMUNE – RESIDENCE AGRANAT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

Vu la convention de mise à disposition à titre gratuit de la salle commune de la résidence Agranat sise 20, rue de Nazan – 31650 Saint-Orens de Gameville par Patrimoine SA Languedocienne à la commune de Saint-Orens en date du 15 juillet 2015.

Considérant qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la résidence Agranat.

DECIDE S/N° 004/2016

ARTICLE 1

Il est conclu une convention tripartite avec :

- l'association Terr'eau Ciel, sise 108, route d'Espagne – 31100 Toulouse représentée par son Directeur Monsieur Florian Champoux
- et
- Patrimoine SA Languedocienne, sise 5, place de la Pergola – 31077 Toulouse Cedex 4, représentée par son Directeur Général Monsieur Pascal Barbottin

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 27 janvier 2016,

Par délégation du Conseil,

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

ARRETES

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MADAME VERONIQUE DELAGE
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal N° 23017 en date du 07/04/14, visé le 08/04/14, portant délégation de signature à Mme Véronique DELAGE,

Considérant que la Délégation de signature accordée à Mme Véronique DELAGE, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24758

ARTICLE 1 : A compter du 25 janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23017 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Véronique DELAGE née HERNANDEZ.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié au Représentant de l'Etat et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MADAME BEATRICE CLAVÉ
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal N° 23016 en date du 07/04/14, visé le 08/04/14, portant délégation de signature à Mme Béatrice CLAVÉ,

Considérant que la Délégation de signature accordée à Mme Béatrice CLAVÉ, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24757

ARTICLE 1 : A compter du 25 janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23015 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Béatrice CLAVÉ née GELADE.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié au Représentant de l'Etat et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MADAME DORIANE BON MARDION
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal N° 23015 en date du 07/04/14, visé le 08/04/14, portant délégation de signature à Mme Doriane BON MARDION,

Considérant que la Délégation de signature accordée à Mme Doriane BON MARDION, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24756

ARTICLE 1 : A compter du 25 janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23015 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Doriane BON MARDION.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié au Représentant de l'Etat et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le
Tribunal Administratif de Toulouse

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME SANDRINE BOIDE, ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal N° 23018 en date du 07/04/14, visé le 08/04/14, portant délégation de signature à Mme Sandrine BOIDE,

Considérant que la Délégation de signature accordée à Mme Sandrine BOIDE, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24755

ARTICLE 1 : A compter du 25 janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23018 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Sandrine BOIDE

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié au Représentant de l'Etat et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal-Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME ELISABETH VERDIER
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23010 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Elisabeth VERDIER, née CARRE le 13/06/54 à DIJON (21),

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Elisabeth VERDIER, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24748

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23010 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Elisabeth VERDIER, née CARRE.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Akte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME MARIE-LINE THERON
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23009 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Marie-Line THERON, née HERNANDEZ le 30/04/57 à BENI SAF (ALGERIE),

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Marie-Line THERON, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24747

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23009 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Marie-Line THERON, née HERNANDEZ.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME YAMINA TAMAAZAIA
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23008 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Yamina TAMAAZAIA, née le 27/03/77 à VILLERUPT (54)

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Yamina TAMAAZAIA, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24746

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23008 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Yamina TAMAAZAIA.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME CHRISTELLE MAYRAN
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23001 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Christelle MAYRAN, née le 17/09/74 à SAINT GERMIER (81)

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Christelle MAYRAN, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24745

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23001 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Christelle MAYRAN.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/01/16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME BLANDINE MAYER
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 1ERE CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23007 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Blandine MAYER, née MERLE le 20/01/85 à SAINTE FOY LES LYON (69),

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Blandine MAYER, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24744

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23007 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Blandine MAYER, née MERLE.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27.01.16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME HELENE LEOUTRE
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 1ERE CLASSE TITULAIRE

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23005 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Hélène LEOUTRE, née le 06/09/64 à CHATEAUDUN (28),

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Hélène LEOUTRE, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24743

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23005 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Hélène LEOUTRE.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27.01.16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MONSIEUR LAURENT LE BILLER
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23006 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Monsieur Laurent LE BILLER, né le 10/05/73 à PARIS 18^{ème} (75),

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Monsieur Laurent LE BILLER, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24742

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23006 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Monsieur Laurent LE BILLER.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27.01.16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.



**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME VERONIQUE LABARRIERE
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23004 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Véronique LABARRIERE, née BÉGUÉ le 02/03/72 à TOULOUSE (31),

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Véronique LABARRIERE, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24741

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23004 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Véronique LABARRIERE, née BÉGUÉ.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27.01.16
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ARRETE SUPPRIMANT LA DELEGATION DE SIGNATURE
ACCORDEE A MADAME STELLA PECH
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE TITULAIRE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté municipal n° 23055 du 14/04/14, enregistré en Préfecture le 15/04/14, donnant délégation de signature à Monsieur Alain MASSA en matière de Ressources Humaines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2122-8 et L 2111-30,

Vu l'arrêté municipal n° 23003 en date du 07/04/14, enregistré en Préfecture le 08/04/14, portant délégation de signature à Madame Stella KEBALO, née SANCHEZ le 19/11/62 à TOULOUSE (31), aujourd'hui épouse PECH,

Considérant que la Délégation de signature, accordée à Madame Stella PECH, n'a plus lieu d'être,

ARRETE N° 24739

ARTICLE 1 : A compter du 25 Janvier 2016, cet arrêté abroge l'arrêté municipal n° 23003 du 07/04/14 qui portait délégation de signature à Madame Stella PECH, née SANCHEZ, anciennement veuve KEBALO.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'Etat et notifié à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens, le 25 Janvier 2016

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : *FMB*
Et publication, affichage ou notification le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique,

- Monsieur André CASENAVE, représentant le Club des Aînés, au titre de la catégorie des représentants d'associations ou organismes représentant les personnes âgées,

- Monsieur Philippe SOUGNER, représentant le groupe KLEPIERRE et Monsieur Romain MENAGER, représentant la société Access&Dom, au titre de la catégorie des représentants des acteurs économiques,

- Monsieur Claude DERAISIN au titre de la catégorie des représentants d'autres usagers de la ville.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transmis en Préfecture, affiché et inscrit au Recueil des Actes Administratifs de la commune et copie adressée aux personnes désignées.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 19 janvier 2016

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 21 JAN. 2016
Affichage le : 21 JAN. 2016
Publication le :

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Madame Dominique FAURE
Maire

**ARRETE DE NOMINATION DES MEMBRES
DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR
L'ACCESSIBILITE**

Madame le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2143-3,
Vu la délibération du Conseil Municipal n°39/2015 en date du 19 mai 2015 portant modification de la commission communale pour l'accessibilité,
Vu l'arrêté n° 24181 en date du 2 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur David RENVAZE en matière d'accessibilité, de handisport, de sport adapté et de promotion du mécénat,
Vu l'arrêté n°24 182 en date du 2 juin 2015 portant nomination des membres de la commission communale pour l'accessibilité.

Considérant que si la composition de la commission communale pour l'accessibilité est de la compétence du Conseil Municipal, la désignation de ses membres relève en revanche de la compétence du Maire qui en décide par arrêté,

Considérant que si le Maire préside de droit la commission, il peut déléguer cette fonction à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du Conseil Municipal,

Considérant que tous les adjoints sont titulaires d'une délégation de fonction et de signature et que Monsieur David RENVAZE a été élu conseiller municipal lors des élections municipales de mars 2014, Madame le Maire a décidé par arrêté n° 24181 en date du 2 juin 2015 de lui déléguer la fonction de président de la commission communale pour l'accessibilité.

Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté n°24 182 en date du 2 juin 2015 portant nomination des membres de la commission communale pour l'accessibilité afin que, du fait du ralliement de Monsieur Jean-Pierre GODFROY à la majorité municipale, la composition de la commission respecte le principe de la représentation proportionnelle des différentes tendances au sein du Conseil Municipal comme le requiert le règlement intérieur du Conseil Municipal.

ARRETONS SOUS N° 24 736

ARTICLE 1

Sont nommés membres de la commission communale pour l'accessibilité :

- Messieurs Serge JOP, Anicet KOUNOUGOUS, Etienne LOURME, Fabien JACQUEL et Madame Isabelle CAPELLE-SPECQ au titre de la catégorie des représentants du Conseil Municipal,
- Monsieur Jacques BARDOU, représentant l'ADIM et Monsieur Philippe ESTERNELAS, représentant la MAS les Champs Pinçons, au titre de la catégorie des représentants d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Sécurité, Communication, Protocole,

Défense et Anciens combattants

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT L'UTILISATION EXCEPTIONNELLE DU GYMNASSE DU LYCEE P-P. RIQUET DANS LE CADRE DU FESTIVAL DU LIVRE DE JEUNESSE ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC de TYPE L, T – 2^{ème} Catégorie

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

Vu le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22 Décembre 1981 modifié,

Considérant l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 7 janvier 2016, reçu le 18 janvier 2016, émis par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

ARRETE N° 24 732

ARTICLE 1

L'utilisation, à titre exceptionnel, du gymnase du Lycée Pierre-Paul RIQUET, situé Avenue du Lycée à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, pour l'accueil du Festival du Livre de Jeunesse de Midi-Pyrénées, est autorisée pour la période du 22 au 24 janvier 2016 inclus.

ARTICLE 2

A l'issue de la manifestation, soit le 26 janvier 2016, l'établissement sera reclassé en Etablissement Recevant du Public de type X, 3^{ème} catégorie.

ARTICLE 3

Les prescriptions émises par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, dans son procès-verbal en date du 7 janvier 2016, devront être respectées et réalisées.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera adressé au pétitionnaire et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Le 20 JAN. 2016



Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

14 AVENUE DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME -adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 18/01/16, stationnement camion déménagement

ENTREPRISE

NOM : Officiel du déménagement
ADRESSE : 9 bis Bd Emile Romanet BP 98822
44188 NANTES cedex 4
Responsable dossier : Amandine PEIGNE
Tel : 02 72 01 54 93
Mail : a.peigne@officiel-demenagement.com

ARRETONS sous n°24728

- Autorisation de stationnement devant le N°14 avenue de Gameville
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée de l'interdiction de stationnement :
Le 20 janvier 2016**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 18 janvier 2016

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE
POUR LA LEGALISATION DE SIGNATURE**

**Madame Dominique FAURE
Maire**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures.

Considérant que Madame Karine CASANOVA née le 07 septembre 1969 à Albi est un agent communal détaché adjoint administratif de 2^{ème} classe stagiaire, par arrêté n°24430 en date du 21 août 2015.

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Karine CASANOVA, agent communal.

ARRETE S/N° 24726

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Karine CASANOVA née le 07 septembre 1969 à Albi, agent communal détaché adjoint administratif de 2^{ème} classe stagiaire, par arrêté n°24430 en date du 21 août 2015, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera notifié au délégataire, publié au registre des actes administratifs de la commune et copie sera adressée à Monsieur le Préfet.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 14 janvier 2016.

Madame le Maire

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : **21 JAN. 2016**
Notification le :
Publication le :

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE
POUR LA LEGALISATION DE SIGNATURE**

**Madame Dominique FAURE
Maire**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures.

Considérant que Madame Nadège DUPONT, née le 05 avril 1993 à Caen est un agent communal, non titulaire, embauché en contrat emploi avenir en date du 14 octobre 2015.

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet à Madame Nadège DUPONT, agent communal.

ARRETE S/N° 24725

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Nadège DUPONT, née le 05 avril 1993 à Caen, agent communal embauchée en tant qu'agent non titulaire, en contrat emploi avenir en date du 14 octobre 2015, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera notifié au délégataire, publié au registre des actes administratifs de la commune et copie sera adressée à Monsieur le Préfet

Fait à Saint Orens de Gameville, le 14 janvier 2016.

Madame le Maire


Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 21 JAN. 2016
Notification le :
Publication le :

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE
POUR LA LEGALISATION DE SIGNATURE**

**Madame Dominique FAURE
Maire**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures.

Considérant que Madame Zohra BARKAT née le 15 janvier 1962 à Bourg-en-Bresse est un agent communal, non titulaire, embauché par arrêté n°24644 en date du 09 décembre 2015.

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Zohra BARKAT, agent communal.

ARRETE S/N° 24724

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Zohra BARKAT, née le 15 janvier 1962 à Bourg-en-Bresse, agent communal embauchée en tant qu'agent non titulaire, par arrêté n°24644 en date du 09 décembre 2015, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera notifié au délégataire, publié au registre des actes administratifs de la commune et copie sera adressée à Monsieur le Préfet.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 14 janvier 2016.

Madame le Maire

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : **21 JAN. 2016**
Notification le :
Publication le :

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE PORTANT NOMINATION
DU DIRECTEUR DE LA REGIE AUTONOME DES
TRANSPORTS DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**Madame Dominique FAURE
Maire**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2221-14 et R. 2221-3.

Vu le Code des transports.

Vu le décret n° 85-891 en date du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} juillet 1986 instituant la Régie Autonome des Transports de Saint-Orens et portant création du poste de Directeur de la Régie.

Vu l'attestation de capacité professionnelle en transport des voyageurs par route n° VE 73 15 04481 délivrée par le Préfet de la Région Midi-Pyrénées à Madame Laurence TIBI-GUILHOT.

Considérant que la Régie Autonome des Transports dispose de 4 autocars de plus de 9 places.
Considérant que Madame Laurence TIBI-GUILHOT, titulaire du grade d'ingénieur principal et qui occupe le poste de responsable de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, est titulaire de la capacité professionnelle en transport des voyageurs par route et peut donc être nommée Directrice de la Régie Autonome des Transports de Saint-Orens.

ARRETE S/N° 24 721

ARTICLE 1

Madame Laurence TIBI-GUILHOT, titulaire du grade d'ingénieur principal, née le 28 février 1966 à DIEPPE (76), est nommée Directrice de la Régie Autonome des Transports de Saint-Orens.

ARTICLE 2

Madame Laurence TIBI-GUILHOT exercera cette fonction dans le cadre de ses fonctions de Directrice des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, notifié à l'intéressée, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 26 janvier 2016

Le Maire

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 29 JAN. 2016

Affichage le : 29 JAN. 2016

Publication le :

Notification le : 29 JAN. 2016

ARTICLE 2

Par dérogation à l'article 1 du présent arrêté, seuls les services d'urgence pourront accéder à l'aire de stationnement située à l'arrière du Gymnase du Lycée Pierre Paul Riquet.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière correspondante sera fournie par les services municipaux et mise en place et entretenue par les organisateurs du festival.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément à l'article R610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

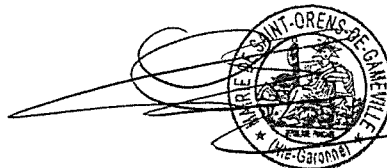
ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- à Monsieur le Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 15 janvier 2016

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

| |
|---|
| Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : Néant Et publication, affichage ou notification le : 23 janvier 2016 |
|---|



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION
DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
SUR LA VOIE DE DESSERTE DES PARKINGS DU GYMNASSE ET DU
LYCEE PIERRE PAUL RIQUET**

**A L'OCCASION
DU FESTIVAL DU LIVRE DE JEUNESSE**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement du Festival du Livre de Jeunesse 2016, pour la sécurité des usagers, des voies et places publiques, de réglementer la circulation.

ARRETE N°24720/2016

ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement du Festival du Livre de Jeunesse, la circulation et le stationnement des véhicules sera réglementée de façon suivante : le stationnement de tous les véhicules sera totalement interdit sur le côté gauche (côté lycée) de la voie de desserte des parkings du Lycée et du Gymnase Pierre Paul Riquet, situés en agglomération.

**DU SAMEDI 23 JANVIER 2016 (6h00)
AU DIMANCHE 24 JANVIER 2016 (20h00)**

ARTICLE 2

Par dérogation à l'article 1 du présent arrêté, seuls les services d'urgence pourront accéder à l'aire de stationnement située à l'arrière du Gymnase du Lycée Pierre Paul Riquet.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière correspondante sera fournie par les services municipaux et mise en place et entretenue par les organisateurs du festival.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément à l'article R610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

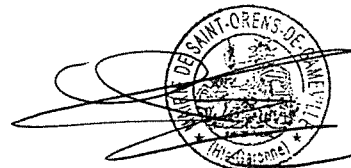
ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- à Monsieur le Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 15 janvier 2016

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : néant
Et affichage le : 23 janvier 2016



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION
DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
SUR LA VOIE DE DESSERTE DES PARKINGS DU GYMNASSE ET DU
LYCEE PIERRE PAUL RIQUET**

**A L'OCCASION DE LA JOURNEE SCOLAIRE
DU FESTIVAL DU LIVRE DE JEUNESSE**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement de la journée réservée aux scolaires lors du Festival du Livre de Jeunesse 2016, pour la sécurité des usagers, des voies et places publiques, de réglementer la circulation.

ARRETE N°24719/2016

ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement de la journée réservée aux scolaires du Festival du Livre de Jeunesse, la circulation et le stationnement des véhicules sera réglementée comme suit : le stationnement de tous les véhicules sera totalement interdit sur le côté gauche (côté lycée) de la voie de desserte des parkings du Lycée et du Gymnase Pierre Paul Riquet, située en agglomération.

De plus, les places de stationnement situées en face du réfectoire (après le parking à vélo) seront neutralisées pour aménager un espace de croisement de bus. Enfin, le stationnement sera également interdit sur l'espace situé à l'arrière du gymnase qui servira d'aire de retournement de bus.

**VENDREDI 22 JANVIER 2016
DE 6H00 à 20H00**



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
RUE DES BOLETS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/01/2016, création d'un parking

| PETITIONNAIRE | ENTREPRISE chargée des travaux |
|---|---|
| NOM : Pole sudest ADRESSE : 109 avenue de Lespinet 31400 TOULOUSE Responsable chantier : robert LABADIE Tel : 05 67 73 88 56 Mail : robert.labadie@toulouse-metropole.fr | NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : Gabriel BANDIERA Tel : 06 74 52 98 39 Mail : g.bandiera@orange.fr |

ARRETONS sous n°24718

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
1^{er} au 26 février 2016**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 13 janvier 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
TERRITOIRE COMMUNAL

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/01/2016, dépose de cabines téléphoniques

| PETITIONNAIRE | ENTREPRISE chargée des travaux |
|---|--|
| <p>NOM : ORANGE</p> <p>ADRESSE : 7, rue du capuchet</p> <p>76620 LE HAVRE</p> <p>Responsable chantier : Marie claire TARDIEU</p> <p>Tel : 02 35 35 17 10</p> <p>Mail : publiphonie.productions@orange.com</p> | <p>NOM : SOGETREL</p> <p>ADRESSE : 50 avenue Jean Zay</p> <p>69800 SAINT PRIEST</p> <p>Responsable chantier : Alain DARRACQ</p> <p>Tel : 06 82 95 04 47</p> <p>Mail : alain.darracq@sogetrel.fr</p> |

ARRETONS sous n°24717

- Autorisation de stationnement sur le domaine public avec mise en place de signalisation adéquate sur chaque site.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
18 janvier au 20 février 2016

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 13 janvier 2015

Pour le Maire et par délégation
 Adjoint, aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le



ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
RUE DE FONDARGENT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 11/01/16, livraison

PETITIONNAIRE

NOM : LARTIGUE Marie-Chantal
ADRESSE : 44 ter rue de Fondargent
31650 Saint Orens de Gameville

ARRETONS sous n°24716

- Interdiction de stationnement sur les places de parking, situées à proximité du N°44 et 44 Ter rue de Fondargent
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Durée de l'interdiction de stationnement :
Le 14 janvier 2016 entre 9h et 14h

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 11 janvier 2016

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE SAINT-ORENS



Haute-Garonne

Tél : 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Sécurité, Communication, Protocole

Défense et Anciens combattants

**ARRETE DE NUMEROTATION DE VOIRIE
RUE DU BOUSQUET**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2112-2 et L. 2213-28.

Considérant qu'une nouvelle construction, desservie par la Rue du BOUSQUET est cadastrée BN 266,

Considérant qu'il est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne que les habitations soient identifiées par un numéro de voie,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale relevant de la seule compétence du Maire,

ARRETE N° 24 714

ARTICLE 1

Il est prescrit la numérotation suivante sur la Rue du BOUSQUET : la maison cadastrée BN 266 se voit attribuer le numéro 56 Rue du BOUSQUET

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et copie sera adressée à :

- Bureau du Cadastre de Colomiers
- La Poste
- Police Municipale

Fait à Saint-Orens de Gameville, le

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

25 JAN 2016

ARTICLE 2

Monsieur Jean FARENC, Conseiller Municipal, est délégué à l'effet de signer tous les documents relatifs à sa délégation : convocation de la Commission d'appel d'offres, procès-verbaux de réunions et tous les courriers y afférant.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, notifié au délégataire, affiché et publié au Recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 13 janvier 2016

Le Maire

Madame Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 18 JAN. 2016

Affichage le : 18 JAN. 2016

Publication le :

Notification le :

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS
DE PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL
D'OFFRES D'OUVERTURE DES PLIS ET
D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ « SERVICES DE
TELECOMMUNICATIONS - TELEPHONIE FIXE,
TRANSMISSIONS DE DONNEES »**

**Madame Dominique FAURE
Maire**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 22,

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres de la commune de Saint-Orens de Gameville.

Considérant que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut, conformément à l'article 22 du Code des marchés publics, organiser son remplacement en désignant un représentant appelé à présider la Commission d'appel d'offres lorsqu'elle ne peut pas y participer,

Considérant que les 9 adjoints au Maire sont tous titulaires d'une délégation de fonction et de signature, et que Madame le Maire peut dès lors accorder une délégation à un membre du Conseil Municipal,

Considérant que Monsieur Jean FARENC a été élu Conseiller Municipal le 23 mars 2014,

Considérant que Madame le Maire décide de déléguer à Monsieur Jean FARENC sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres d'ouverture des plis et d'attribution du marché public « Services de télécommunications - Téléphonie fixe, transmissions de données ».

ARRETE S/N° 24 701

ARTICLE 1

Monsieur Jean FARENC, Conseiller Municipal, est délégué, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres.

Cette délégation est consentie de manière ponctuelle pour la Commission d'appel d'offres d'ouverture des plis et la Commission d'appel d'offres d'attribution du marché public « Services de télécommunications - Téléphonie fixe, transmissions de données ».

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Thierry ARCARI
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 12 février 2016
à 16 heures 30 minutes au 14 février 2016 inclus.

ARRETONS SOUS N° 24694

ARTICLE 1 Monsieur Thierry ARCARI

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,
~~aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 12 février 2016~~
à 16 heures 30 minutes au 14 février 2016 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

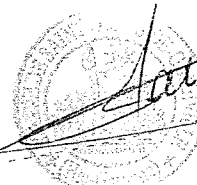
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 6 janvier 2016.

Monsieur Alain MASSA,
Adjoint au Maire.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 11/01/2016
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Jean FARENC
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 15 janvier 2016
à 16 heures 30 minutes au 17 janvier 2016 inclus.

ARRETONS SOUS N° 24693

ARTICLE 1 Monsieur Jean FARENC

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 15 janvier 2016
à 16 heures 30 minutes au 17 janvier 2016 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L' intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 6 janvier 2016.

Monsieur Alain MASSA,
Adjoint au Maire.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 11/01/2016
Et publication, affichage ou notification le

